

ASSEMBLEE DE CORSE

5 EME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2023

REUNION DES 27 ET 28 JUILLET 2023

RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

SULIDARITÀ INTERNAZIUNALE È AIUTU UMANITARIU -
DÀ A MANU, DA POPULU À POPULU !

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET AIDE HUMANITAIRE
- DÀ A MANU, DA POPULU À POPULU !

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale
et des Enjeux Sociétaux

Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

La Collectivité de Corse souhaite définir un cadre d'intervention pour développer des actions dans le domaine de la solidarité internationale et de l'aide humanitaire en se dotant d'une nouvelle politique publique.

Pour rappel, la solidarité internationale renvoie à des notions d'entraide et de partage qui dépassent les frontières. Elle s'inscrit dans la durée et crée une relation de partenariat entre pairs. L'aide humanitaire désigne des actions d'assistance à des populations en situation d'urgence.

Le choix d'élaborer une nouvelle politique publique s'inscrit dans la continuité des différentes initiatives prises par la Collectivité de Corse lors de catastrophes naturelles ou de conflits :

- d'abord dans la mesure où la Collectivité de Corse s'est positionnée comme coordinateur de l'aide apportée à la suite du séisme qui a frappé les Abruzzes¹ en 2016,
- ensuite, par la création d'un fonds d'urgence humanitaire² qui a permis l'attribution d'une aide au Liban lors de l'explosion survenue sur le port de Beyrouth³ en 2020,
- enfin dans le cadre des différentes initiatives pour venir en aide à l'Ukraine, comme l'opération « Corsica, terra d'accolta » et la délibération « Soutien de la Collectivité de Corse au peuple ukrainien »⁴ en 2022 ou encore, l'aide au financement d'un convoi humanitaire vers l'Ukraine⁵ organisé par l'association Per a Pace, en avril dernier.

Le présent rapport s'est fondé sur une démarche concertée avec les différentes directions de la Collectivité de Corse concernées et constituées en groupe de travail.

Par ailleurs, notre institution a, également, informé les acteurs associatifs du territoire, lors d'une première réunion, des travaux et réflexions en cours relatifs à cette thématique nouvelle.

Comme toute politique publique, ce rapport s'inscrit dans un processus évolutif. C'est

¹ En 2016, après le séisme qui avait frappé l'Italie, la Collectivité territoriale de Corse avait pris l'initiative d'impulser et de coordonner des démarches visant à porter secours et assistance aux victimes, et s'était alors concertée avec les acteurs présents en Corse, ayant une expertise dans ce domaine (Secours Populaire, l'association Per a Pace et la Croix Rouge). Au terme de cette action commune, différents envois de denrées, d'eau, de vêtements avaient été organisés.

² Délibération n° 20/002 AC du 9 janvier 2020.

³ Délibération n°20/140 AC du 25 septembre 2020.

⁴ Délibération n°22/037 AC du 1er avril 2022.

⁵ Délibération n°23/034 CP du 26 avril 2023.

pourquoi, dans la continuité des rencontres engagées et dans le but de poursuivre cette démarche en transversalité en lien avec les acteurs associatifs et socio-professionnels, une comitologie *ad hoc* sera instaurée et pilotée par le Conseil exécutif de Corse.

Afin de poursuivre l'engagement de la Collectivité de Corse en faveur de la solidarité internationale, deux axes d'intervention ont été identifiés :

- d'une part, un axe lié à la construction, sur le moyen et le long terme, de cadres de coopérations et/ou de dispositifs dans le domaine de la solidarité internationale, dans l'intention que la Collectivité de Corse s'inscrive comme un acteur de la diplomatie humanitaire. Par ce biais, un cadre d'actions plus pérenne s'inscrivant dans une logique de projets est ainsi posé,
- d'autre part, un axe consacré à l'urgence humanitaire et à la post-urgence, grâce à des instruments adéquats, dont notamment le fonds d'urgence et le règlement d'aide transitoire dédié aux projets associatifs à vocation humanitaire. La Collectivité de Corse souhaite, également, s'impliquer pleinement dans l'organisation et la coordination d'opérations dédiées à vocation humanitaire, en mobilisant ses moyens en propre, en lien avec les acteurs associatifs, dans le respect de la réglementation en vigueur, à travers l'aménagement de dispositifs permettant de conserver réactivité et pertinence.

Pour mettre en œuvre sa politique de solidarité internationale, la Collectivité de Corse dispose pour ce faire de leviers et de moyens d'action adaptés dans le cadre de ses compétences.

I) La Collectivité de Corse dans son rôle d'actrice et facilitatrice dans le domaine de la diplomatie humanitaire

Dans un souci d'entretenir un dialogue régulier avec les acteurs associatifs et d'élaborer des outils qui répondent à leurs besoins, la Collectivité de Corse investira pleinement son rôle de facilitatrice des initiatives dans le domaine de la solidarité internationale, à travers l'instauration d'un comité de pilotage (COPIL) *ad hoc*.

Elle se doit, également, d'élaborer des outils appropriés et de mettre en œuvre les instruments appropriés pour déployer son action dans le domaine de la diplomatie humanitaire, dans une vision à plus long terme, en s'appuyant sur les associations locales qui participent d'une dynamique citoyenne par leur engagement auprès des populations à l'international.

A) L'instauration d'une instance de dialogue avec les acteurs insulaires de la solidarité internationale via une comitologie *ad hoc*

Dans le présent rapport, la Collectivité de Corse acte la création d'une instance de dialogue et de concertation, sous la forme d'un COPIL.

Cette instance de dialogue et de concertation, pilotée par la Collectivité de Corse, sera composée des acteurs associatifs locaux qui interviennent dans le domaine humanitaire, en Europe et sur le plan international, ainsi que des acteurs institutionnels et opérateurs économiques pertinents. Elle se réunira sur une base régulière, a minima deux fois par an.

Le COPIL aura notamment pour mission d'évaluer l'opérationnalisation des actions déclinées au sein du présent rapport et d'appréhender les besoins en amont, en fonction des remontées et des informations provenant des différents acteurs concernés.

B) Les leviers opérationnels de la Collectivité Corse dans le domaine de la diplomatie humanitaire

En s'appuyant sur l'article L-1115-1 du Code général des collectivités territoriales, la Collectivité de Corse entamera deux typologies de démarches qui s'inscrivent dans le cadre de sa compétence dans le domaine de la coopération décentralisée.

Dans cette perspective, elle a, également, vocation à lancer des appels à projets sur une base régulière et à se faire le relais des appels à projets dans le domaine de la solidarité internationale provenant des organismes nationaux et européens.

Seront investies, notamment, les thématiques de la culture/du patrimoine, du maintien de la paix et de la reconstruction, de l'égalité femmes-hommes, de l'éducation-jeunesse, ou encore l'autonomisation des jeunes publics et des femmes.

→ Le développement d'une stratégie fondée sur la « coopération de projets » pour aller jusqu'aux accords de partenariat

Afin de privilégier l'échange de bonnes pratiques, la Collectivité de Corse a choisi la modalité de « coopérations de projets » qui permet une action plus ponctuelle portant sur un aspect spécifique dans les domaines précités avec des régions et/ou des acteurs reconnus pour leur expertise. Ces dernières pourront ensuite donner lieu au développement de cadres plus structurés, en fonction de la volonté des parties, comme des accords de partenariat. Les échanges entamés avec la région de Fès-Meknès, dans le cadre des thématiques comme la jeunesse, l'égalité femmes-hommes et l'artisanat, s'inscrivent d'ailleurs dans une forme de « coopération de projets ».

Les initiatives bâties sur la base de « coopérations de projets » s'inscriront en complémentarité d'appels à projets destinés aux associations locales.

→ Le lancement et le relais d'appels à projets (AAP) thématiques

Afin de consolider son positionnement selon une véritable logique de projets, la Collectivité de Corse souhaite mobiliser et soutenir les acteurs associatifs, grâce à des AAP thématiques, dans le cadre de sa politique de solidarité internationale.

Les actions ou projets déposés par les porteurs de projets devront s'inscrire dans les thématiques prioritaires indiquées par la Collectivité de Corse, en lien avec les domaines identifiés précédemment. Le calendrier des appels à projets sera établi chaque année et publié.

La Collectivité de Corse relayera, également, les informations concernant les appels à projets pertinents, et notamment ceux lancés dans le domaine de la solidarité internationale⁶.

⁶ Seront relayés les appels à projets de l'Agence Française de développement (AFD) visant à inciter les Collectivités à mener des projets de coopération décentralisée dans des domaines prioritaires ainsi que les facilités de financement des collectivités territoriales françaises (FICOL) de l'Agence française de développement. La Collectivité de Corse en fera de même pour les

II) Les outils en réponse à l'urgence et à la post-urgence

Pour rendre son action dans le domaine de la solidarité internationale cohérente, la Collectivité de Corse se doit de renforcer l'accompagnement des acteurs du territoire, en proposant un cadre efficace et modulable en fonction des besoins jusqu'à assurer la coordination des actions, en cas de crise majeure, dans l'urgence et la post-urgence.

A) La Collectivité de Corse accompagnatrice et soutien financier de l'urgence humanitaire

La Collectivité de Corse investit pleinement son rôle d'accompagnement en prévoyant différents types d'aides directes, notamment à travers le fonds d'urgence humanitaire et le règlement d'aide transitoire dédié aux projets associatifs à vocation humanitaire.

➤ Le fonds d'urgence humanitaire

Dans le respect des engagements pris en 2020, la Collectivité de Corse a souhaité sanctuariser des crédits en adoptant, lors du budget primitif 2023, le programme financier spécifique 6182 « urgence humanitaire, coopération et solidarité », doté d'un montant de 300 000 € d'AE et de 100 000 € de CP. Ce fonds sera activé, dans la limite des crédits alloués, afin de soutenir les actions humanitaires, notamment en abondant le fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO), ou encore par le biais de contributions financières aux associations.

→ Le fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO)

Par le présent rapport, la Collectivité de Corse souhaite acter le principe d'une contribution au FACECO⁷, en cas de besoin, pour apporter une aide humanitaire d'urgence et participer ainsi à l'effort collectif et solidaire des collectivités.

Géré par le Centre de crise et de soutien (CDCS) du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), le FACECO constitue aujourd'hui l'un des outils les plus pertinents et sécurisés permettant d'apporter un soutien financier rapide et efficace en réponse à une situation de crise. En effet, il a vocation à fournir une aide d'urgence aux victimes de crises humanitaires à travers le monde, qu'il s'agisse de crises soudaines (comme les catastrophes) ou durables (comme en cas de conflit).

→ L'octroi d'aides financières ponctuelles d'urgence aux Organisations Non Gouvernementales (ONG)

La contribution au FACECO n'est pas exclusive d'une aide financière d'urgence, ponctuelle. La Collectivité de Corse a décidé d'apporter un soutien aux appels

appels à projets européens, dans le cadre de programmes comme Global Europe.

⁷ En vertu de l'article L. 1115-1 du Code général des collectivités territoriales, les collectivités et leurs groupements, si l'urgence le justifie, peuvent mettre en œuvre ou financer des actions à caractère humanitaire. Cette disposition permet aux collectivités territoriales qui le souhaitent de répondre aux crises humanitaires dans le monde, même si elles ne sont pas, au préalable, liées au pays touché. Pour rappel, par délibération de l'Assemblée de Corse, n° 22/037, en date du 1^{er} avril 2022, approuvant le soutien de la Collectivité de Corse au peuple Ukrainien, la Collectivité de Corse a procédé à une levée de fonds pour alimenter le FACECO, en vue d'apporter une aide directe à ce pays.

d'urgence de certaines ONG, dont l'expertise et la connaissance *in situ* permettent d'intervenir pour mener des évaluations rapides, fournir une assistance et soutenir les populations les plus démunies qui appellent les collectivités territoriales à se mobiliser lors de catastrophes naturelles, crises ou conflits.

➤ **Un règlement d'aide transitoire pour renforcer le soutien de la Collectivité de Corse aux projets associatifs à vocation humanitaire**

La Collectivité de Corse a décidé de proposer un cadre spécifique via un règlement d'aide transitoire dédié aux projets associatifs à vocation humanitaire, en Europe et sur le plan international, annexé au présent rapport. Le cadre ainsi posé permettra de renforcer l'action des associations domiciliées sur le territoire insulaire, dont les activités sont initiées depuis la Corse à l'international, mais aussi les antennes locales d'associations nationales (disposant d'une existence juridique propre ou bénéficiant d'une délégation délivrée par l'association nationale), sous réserve qu'elles assurent la totalité de l'élaboration et de la mise en œuvre du projet depuis la Corse.

L'aide humanitaire apportée a pour objectif de soutenir les personnes en état de détresse, par suite de crises, de conflits ou de catastrophes naturelles, qui ne peuvent surmonter elles-mêmes cette situation. Elle couvre ainsi différents domaines d'intervention, tel que l'alimentation, la nutrition, l'hébergement, les soins de santé, l'eau et l'assainissement, et l'éducation et peut donc prendre de nombreuses formes, chacune dépendant de la nature des catastrophes naturelles ou des situations de crise concernées (incendies, séismes, tsunامي, coulées de boues, conflits, attentats, etc.). Il est possible de citer, à titre d'exemple, différentes actions en la matière telles que la fourniture de kits d'hygiène (des kits de lavage des mains, des masques chirurgicaux...), de kits d'abris, un soutien alimentaire et nutritionnel, le transport de médicaments, de fournitures et d'équipements médicaux et d'autres biens destinés à secourir les populations et les zones sinistrées (convoi d'aide humanitaire) ...

L'accompagnement du monde associatif du territoire insulaire portant ce type de projets s'effectuera via une subvention directe, en application du règlement précité⁸. L'éligibilité des actions et/ou projets portés sera appréciée par la Collectivité de Corse à l'issue de l'examen des demandes de subvention.

Grâce à ce règlement, la Collectivité de Corse a pour ambition d'assurer ainsi pleinement son rôle d'accompagnement en la matière, mais aussi de soutien logistique et de coordination, en cas de nécessité, afin d'apporter son aide aux associations via ses moyens internes.

B) La Collectivité de Corse dans son rôle de support et de soutien logistique

La Collectivité de Corse souhaite s'inscrire dans un rôle de support et de soutien logistique des opérations conduites par les acteurs associatifs, en cas de besoin, à travers différents outils dont elle dispose, comme la mise à disposition de biens et de matériel, ainsi que l'incitation au volontariat de ses agents.

➤ **Mise à disposition de locaux et de matériel**

⁸ Des aides à travers une mise à disposition de personnels au titre du dispositif du mécénat de compétence seront envisagées. Concernant le mécénat de compétence, voir page 6 pour plus de précisions sur cet outil.

En application de l'article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, et sous réserve de disponibilités, les associations du territoire intéressées ont la possibilité de demander au Président du Conseil exécutif, la mise à disposition gratuite de locaux, appartenant à la Collectivité de Corse.

Cette sollicitation d'aide indirecte, encadrée par les textes, doit faire l'objet de convention. Dans ce cadre, il convient de rappeler que des locaux appartenant à la Collectivité de Corse ont déjà été mis à la disposition d'associations du territoire, à la suite d'une demande motivée de la part du bénéficiaire.

Par ailleurs, l'attribution de matériel ou la mise à disposition gracieuse de moyens techniques à une association est également prévue. Dans ce cas, une convention devra, également, intervenir entre la Collectivité de Corse et l'association bénéficiaire du matériel.

➤ **Volontariat des agents dans le cadre des actions de solidarité internationale**

Sur la base du volontariat, un agent titulaire de la Collectivité de Corse disposera de la faculté de participer à la préparation d'une opération humanitaire, dans deux cas de figure, à savoir soit dans le cadre d'une mission confiée par l'autorité territoriale, soit dans le cadre d'une mise à disposition :

-dans le premier cas, l'agent agit dans le champ de compétences de la Collectivité de Corse qui mène une mission spécifique à caractère humanitaire. L'agent volontaire remplit les tâches définies dans le cadre de cette mission. Cet agent, placé sous le contrôle et la surveillance de la Collectivité de Corse, aura la possibilité de sélectionner le motif spécifique « opération humanitaire » dans le logiciel du temps de travail Horoquartz (motif qui sera créé à la suite de l'adoption du présent rapport),

-dans le second cas, l'agent volontaire agit dans le cadre d'une action humanitaire, menée par une association, et exerce alors sa mission pour cette dernière, soit dans le cadre juridique de la mise à disposition (MAD) « *dite classique* »⁹, ou bien, dans celui de la MAD au titre du mécénat¹⁰.

Le présent rapport vient poser les fondements de l'action de la Collectivité de Corse dans les domaines de la solidarité internationale et de l'aide humanitaire, mettant en exergue les différents rôles qu'elle se doit d'assumer.

⁹ Mise à disposition (MAD) : L'agent est considéré comme actif dans la mesure où il reste dans son cadre d'emploi d'origine et continue à percevoir la rémunération correspondante tout en exerçant ses fonctions hors de son service d'origine. La mise à disposition doit suivre une procédure spécifique qui donne lieu à convention. Toutefois, cette mise à disposition, par principe, donne lieu à remboursement de la structure bénéficiaire à la collectivité d'origine (sauf cas dérogatoires).

¹⁰ MAD au titre d'un mécénat de compétences : L'article 209 de la loi du 21 février 2022 dite « 3DS », permet, à titre expérimental, pour une durée de cinq ans à compter de la publication du décret d'application, la mise à disposition, par voie de convention, des fonctionnaires des collectivités territoriales (communes de plus de 3 500 habitants) auprès de certaines personnes morales, ainsi que de fondations ou d'associations, reconnues d'utilité publique, sous la forme d'un mécénat de compétence. Les modalités de mise en œuvre de cette mise à disposition, en vue de la conduite ou de la mise en œuvre d'un projet répondant aux missions statutaires de la personne morale, de la fondation ou de l'association et pour lequel leurs compétences et leur expérience professionnelles sont utiles sont précisées par décret. Cette possibilité d'une mise à disposition d'une durée de dix-huit mois renouvelables jusqu'à trois ans et peut ne pas donner lieu à remboursement, elle constitue alors une subvention. Elle devra être prise en compte pour le calcul du plafond prévu dans le cadre du règlement transitoire d'aide humanitaire.

A travers ce nouveau cadre d'action, la Collectivité de Corse souhaite ainsi réaffirmer sa volonté d'accompagner sur son territoire et à l'international, suivant un cadre prédéfini, les acteurs associatifs du territoire investis dans le champ humanitaire, portant une dynamique citoyenne et œuvrant par leurs actions et leurs projets à véhiculer les valeurs de solidarité.